



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

**Comité de la
VIENNE**

**NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE :**

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des milliers de travailleur-s-es, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens.

Nous avons décidé de répondre à l'appel lancé par Olivier Besancenot à construire ensemble un Nouveau Parti Anticapitaliste.

Nous voulons rassembler dans un même parti ceux qui veulent en finir avec le capitalisme.

Nous vous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

Poursuivre la lutte

Pour une autre répartition des richesses

Malgré la mobilisation de millions de manifestants et le rejet par une très large majorité de la population, la contre-réforme sur les retraites a donc été votée par les deux assemblées.

Une loi qui va démanteler le système par répartition

Contrairement au discours gouvernemental, cette loi ne va pas « sauver » le système par répartition. Destinée à faire payer la facture de la crise aux salariés elle n'est qu'un prétexte pour réduire un peu plus le montant des pensions et faire la part belle aux assurances privées. Ainsi, les derniers amendements introduits dans le projet de loi organisent les règles des retraites par capitalisation.

Une loi qui annonce d'autres régressions sociales

Pire, un des amendements voté par le Sénat saisit le Comité de pilotage des régimes de retraites pour qu'il élabore un rapport au premier semestre 2013 sur... la mise en place d'une réforme modifiant totalement le système actuel ! Le gouvernement programme déjà une nouvelle mesure de régression sociale qui s'ajoute aux attaques contre l'Hôpital Public et l'Assurance Maladie.

Une loi illégitime

Après avoir fait voté sa loi en piétinant les procédures parlementaires, le gouvernement veut siffler la fin de la mobilisation. Et de nous expliquer sur tous les tons et sur toutes les ondes qu'une fois la loi votée, s'y opposer et refuser une «loi de la république» serait «antidémocratique». Pour Sarkozy la démocratie c'est le droit d'imposer une régression sociale contre la volonté de ceux et celles qu'elle concerne.

Contre la loi et Sarkozy on continue

Malgré les discours des ministres et des commentateurs qui annoncent la fin du mouvement, celui-ci reste fortement enraciné chez les salariés et la population. Le refus affirmé de cette loi sur les retraites s'élargit au rejet de plus en plus net de toute la politique de Sarkozy, une politique au service exclusif du Patronat et des plus riches.

La détermination est toujours là

Il est vrai que dans la semaine qui vient de s'écouler, la grève reconductible a été suspendue dans de nombreux secteurs, en particulier dans les raffineries, marquant une pause dans la mobilisation telle qu'elle existait jusqu'à présent. Mais des poches de résistance perdurent comme chez les agents territoriaux en région parisienne ou dans les déchetteries où les salariés luttent pour leurs salaires et leurs conditions de travail.

Une lutte qui peut rebondir

Durant les semaines qui viennent de s'écouler des liens se sont tissés entre salariés de différents secteurs, au cours des actions locales en tous genres menées unitairement, comme les blocages, et des assemblées générales. Un tissu militant important et motivé s'est développé. Tout cela sera difficilement effacé par un simple vote. Le mouvement peut rebondir sous d'autres formes, d'autres luttes. En relevant la tête, en gagnant la bataille de l'opinion contre la propagande des classes dirigeantes, les salariés ont déjà marqué des points.

C'est maintenant que cela se joue, n'attendons pas 2012

À travers ce mouvement, les salariés privé, public, les jeunes, les retraités refusent aussi les licenciements, les suppressions d'emplois, la montée du chômage et de la précarité, les mauvaises conditions de travail, les salaires toujours plus bas mais aussi tout le volet raciste et sécuritaire de ce gouvernement.

Un gouvernement de la Gauche plurielle en 2012, mené par le Parti Socialiste ne répondra pas à ces exigences sociales. Cette «gauche», quand elle est au pouvoir, mène une politique de droite comme en Grèce ou en Espagne.

Pour une alternative anticapitaliste

Outre le rejet de Sarkozy, le mouvement actuel exprime le refus des salariés de payer la crise et l'exigence d'une autre politique au service du plus grand nombre.

Plus que jamais, le NPA milite à regrouper toutes les forces qui défendent une politique réellement anticapitaliste. Une politique qui répond aux revendications et aux mobilisations et refuse la logique libérale qu'elle soit de gauche ou de droite.

C'est en construisant un mouvement d'ensemble unitaire qui s'affronte efficacement au pouvoir patronal que nous pourrions imposer un autre partage des richesses.

Pour prendre contact :

Tel : 06.70.90.05.25

E-mail : contact@npa86.org

Site WEB : <http://www.npa86.org/>